

truelle pour défendre les intérêts des ouvriers contre ceux des patrons, trouvent que l'obéissance passive est nécessaire pour assurer une action efficace, car les conseils divisés sont funestes au succès (1) même dans les sociétés coopératives, formées pour la fabrication ou la vente, et où il n'est pas besoin de cette obéissance nécessaire, là où le but est offensif ou défensif, on voit encore les gérants (2) acquiescer à une telle suprématie qu'on se plaint de « la tyrannie de l'administration » jugez donc de ce qui arrivera quand, au lieu d'associations relativement peu nombreuses, dans lesquelles on peut entrer ou ne pas entrer, à volonté, nous aurons une association nationale dans laquelle chaque citoyen se trouvera incorporé, et dont il ne pourra pas se séparer sans quitter le pays. Jugez de ce que sera, dans de telles conditions, le despotisme d'un fonctionnaire bien gradué et centralisé, tenant entre ses mains les ressources de la communauté, et ayant derrière lui toute la force qu'il croira nécessaire pour faire exécuter ses décrets et maintenir ce qu'il appelle l'ordre. Il n'y a rien d'étonnant à ce que le prince de Bismarck montre des tendances vers le socialisme d'Etat.

Ensuite, quand ils auront reconnu, comme ils y sont obligés s'ils réfléchissent aux conséquences dernières de leurs projets, quel immense pouvoir possèdera la partie régulatrice dans le nouveau système social dépeint sous de si belles couleurs, j'engage ses défenseurs à se demander dans quel but ce pouvoir sera exercé. Ne s'arrêtant pas exclusivement, comme ils le font ordinairement, au bien-être matériel et aux satisfactions intellectuelles qui doivent leur être procurés par une administration bienfaisante, qu'ils s'arrêtent un instant au prix à payer.

Les fonctionnaires ne peuvent pas créer les ressources nécessaires : ils peuvent seulement distribuer entre les individus ce que les individus ont produit conjointement. Si l'administration publique doit pourvoir aux besoins des individus, il faut qu'elle leur demande de lui en fournir les moyens. Il ne peut y avoir, comme dans notre système actuel, accord entre le patron et l'ouvrier, (3) le projet exclut cet accord. Il y aura à la place un ordre donné par des autorités locales aux travailleurs, et l'acceptation par les travailleurs de la tâche assignée par les autorités. Et telle est, en réalité, l'organisation indiquée nettement, mais à ce qu'il paraîtrait, insciemment que les membres de la Fédération démocratique. Ils proposent en effet de charger de la production « des armées agricoles et industrielles sous le contrôle de l'Etat » oubliant apparemment que les armées présupposent une hiérarchie d'officiers qui exigeraient l'obéissance ; car autrement ni l'ordre ni le travail efficace ne pourraient être assurés. De sorte que l'individu serait placé vis à vis de la partie régulatrice dans la relation de l'esclave au maître.

« Mais le gouvernement serait un maître que lui-même et d'autres ont nommé et qui serait constamment tenu en échec ; un maître, par conséquent, qui ne contrôlerait lui-même et les autres qu'autant qu'il serait nécessaire dans l'intérêt de chacun en particulier et de tous en général. »

La première réponse à cette réplique, c'est que, même s'il en est ainsi, chaque membre de la communauté considéré comme individu serait l'esclave de la communauté dans sa totalité. Une telle relation a existé habituellement dans les communautés militantes, même

(1) « L'obéissance passive » à un ambitieux on a pu en voir l'efficacité à Carmaux — l'action individuelle seule est efficace.

(2) Pas de gérants dans le système « du tas » préconisé par les anarchistes de Montreuil.

(3) Ni à plus forte raison il ne peut y avoir « accord » entre plusieurs ouvriers comme dans une organisation anarchiste.

sous des formes de gouvernement quasi-patrilaires. Dans la Grèce ancienne le principe était admis que le citoyen n'appartenait ni à lui-même ni à sa famille, mais qu'il appartenait à sa cité ; la cité étant chez les grecs l'équivalent de la communauté. Et cette doctrine, appropriée à un état où la guerre est permanente, le socialisme la réintroduit insciemment dans un état qui doit être purement industriel. Les services d'un chacun appartiendront à la totalité ; et ces services seront payés par l'autorité comme elle le jugera convenable. De sorte que, même si l'autorité est aussi bienfaisante qu'on nous le promet, l'esclavage quelle que soit sa forme mitigée, sera nécessairement le résultat de l'organisation.

Voici ma deuxième réponse : l'administration ne restera pas longtemps telle qu'on nous la promet et l'esclavage ne sera pas léger à supporter. La spéculation socialiste est viciée par une supposition semblable à celle qui vicie les spéculations du politicien « pratique ». On suppose que le fonctionnarisme opérera comme on désire qu'il opère, ce qu'il ne fait jamais. Le mécanisme du communisme, comme le mécanisme social actuel, est nécessairement constitué par les éléments de la nature humaine existante, dont les défauts produiront les mêmes maux dans un cas que dans un autre. L'amour du pouvoir, l'amour-propre, l'injustice, la déloyauté, qui souvent, en un espace de temps relativement court, causent la ruine d'organisations privées, amèneront inévitablement, là où leurs intérêts s'accroissent de génération en génération, des maux bien plus grands et moins faciles à guérir, puisque l'organisation administrative, vaste, compliquée et pourvue de toutes les ressources, une fois quelle sera développée et consolidée, deviendra nécessairement irrésistible.

Et comme preuve que l'exercice périodique du droit électoral n'empêcherait pas ce résultat, citons le gouvernement Français. Populaire dans son origine, et soumis au jugement populaire à de courts intervalles, il fut néanmoins aux pieds la liberté des citoyens à tel point que les Anglais, délégués au récent congrès des associations ouvrières, disent : « C'est un déshonneur pour une nation républicaine et une anomalie dans une République. »

Le résultat final serait un retour du despotisme. Une armée disciplinée de fonctionnaires civils, comme une armée de fonctionnaires militaires, donne le pouvoir suprême à son chef, pouvoir qui a souvent conduit à l'usurpation, comme dans l'Europe du moyen-âge et encore davantage au Japon ; bien plus, il y a conduit, chez nos voisins, à notre époque (1).

HERBERT SPENCER.

(L'individu contre l'Etat).

Traduit de l'anglais par J. Gerschel. Bibliothèque de Philosophie Contemporaine. Félix Alcan, éditeur.

erts sur l'univers. En face des productions populaires, toutes de rêve, le bourgeois ne sut créer que le conté obscène, pour dérider les fins de dîner, et les railleuses histoires qui perturbent toute foi. D'une pétérade et du rire épais de Joseph Prudhomme fut composé l'*Esprit Français*, et un jour, le bourgeois se synthétisa en un homme, dépositaire de ses traditionnelles coutumes, héritier de ses biens, et Voltaire surgit.

C'est pour cela que, dans ce siècle, tous ceux qui aspirèrent à se faire bien venir des lecteurs productifs s'annoncèrent comme fils, petits-fils et neveux de Voltaire. Indépendamment de cette obligation générale, ils durent s'en référer aux goûts de leurs inspireurs : ceux de l'obscénité et de la raillerie, en satisfaisant toutefois un besoin plus moderne, représenté par le sentimentalisme, c'est-à-dire la dérision des grands et nobles sentiments que l'âme populaire avait connus et symbolisés dans tant de fables touchantes. Il dut flatter encore un secret penchant de ses lecteurs : la vanité. Au fond, le rêve que poursuivait obstinément la bourgeoisie fut celui de déposséder de sa couronne légendaire le bon chevalier, tueur de monstres. Le rôle médiocre de coryphée qu'il jouait dans les épopées, ne suffit bientôt plus au bourgeois qui, lassé de figurer Monsieur Dimanche ou Monsieur Josse, aspira à devenir à son tour le Héros. Ainsi, il provoqua le roman et le drame contemporains, le roman et le drame bourgeois.

La majeure partie des romanciers actuels, je parle de ceux qui se conformèrent au canon établi par leurs Mécènes, se réclament de Balzac, qu'ils appellent le père du roman moderne, sans s'apercevoir que le génie qui créa un monde ne put engendrer ceux qui uniquement reflétèrent les médiocres phénomènes se développant sous leurs yeux.

Non, dans la *Comédie humaine*, le bourgeois ne s'est pas reconnu. Il a senti que Glaës et Louis Lambert, Goriot, Grandet et le baron Hulot même, n'étaient pas des siens, qu'ils se mouvaient dans une atmosphère supérieure, qu'ils représentaient ce qu'il aurait dû être, non ce qu'il était, et cette création géniale lui répugnait. Le bourgeois étant eunuque ne veut pas qu'on crée.

Dans le banal poème qu'il rêve et dont par sa volonté, il a amené la venue, il veut se retrouver lui-même, avec ses bassesses qu'il prend pour des héroïsmes, ses vertus et ses vices médiocres. Il comprend que le criminel et le juste exceptionnels s'évade de lui, il ne veut pas les revoir, embellis encore par la fiction, et il ressentira une haine farouche, dissimulée par un mépris hypocrite, contre ceux qui seront susceptibles de telles évocations.

D'ailleurs, il a trouvé les hommes qu'il lui fallait et désormais ils sont légion.

Tous ont établi des méthodes et des formules; formules utiles pour exécuter des élégies et des épithalames, des odes et des épîtres; méthodes pour écrire un roman en trois mois, six mois ou un an. Et désormais, quand le principe est admis, on ne peut qu'admirer la façon du poème et du roman.

Ils sont parfaits et, quand on les a ramenés à leur prototype, on reste confondu de cette perfection. Ils sont également gris et inutiles, également eunuques. Ils réalisent des êtres et des choses parfaitement inintéressants: ils harmonisent la langue à leur affabulation, puis on appelle cela un *beau morceau de vie* ou une *belle idéalisation*, et les partisans des deux genres se croient encore obligés de s'injurier au nom de l'art, au lieu de convenir loyalement de leurs domaines respectifs et des droits et obligations réciproques de leur industrie.

PROPOS D'UN PAYSAN

La démoralisation est devenue si éclatante qu'il est bon de se dire : Mais enfin, qu'est-ce que la morale ?

J'ai posé cette question à M. le curé, puis à M. l'instituteur; et comme je n'ai pas plus compris la réponse métaphysique de l'un que la réponse théologique de l'autre, je me suis mis à consulter tout simplement mon gros bon sens.

Il me semble que nos actions ont sept mobiles différents :

1° L'instinct, qui nous fait rechercher le plaisir ou éviter la douleur;

2° L'hérédité, qui nous transmet les qualités et les défauts de nos ascendants;

3° L'éducation, qui nous crée des habitudes bonnes ou mauvaises;

4° Le milieu, qui nous fait adopter la manière de voir de notre entourage;

5° Les circonstances, qui nous mettent aux prises avec la force des choses;

6° Les passions, qui nous entraînent;

7° Enfin, après cette série de mobiles qui nous font agir d'une manière plus ou moins inconsciente, apparaît la volonté qui nous fait agir d'une manière raisonnée.

Dans tout cela, qu'est-ce qui est moral et qu'est-ce qui est immoral ?

Je crois moral tout ce qui est utile à la société; je crois immoral tout ce qui est nuisible à la société (1).

Libre à chacun de faire ce qui n'est ni utile ni nuisible à la société. Mais nul ne doit faire aux autres ce qu'il ne voudrait pas que les autres lui fissent. Tel est le minimum de moralité auquel l'homme est astreint dans la vie sociale.

A ce principe négatif s'en substitue aussitôt un autre plus humanitaire : Chacun doit faire pour les autres ce qu'il voudrait que les autres fissent pour lui.

Voilà qui est bien, très bien. Cela ne suffit pourtant pas. L'homme vraiment moral fait pour les autres ce qu'il ne demanderait nullement que les autres fissent pour lui.

Quand il agit ainsi d'une manière spontanée et en quelque sorte involontaire, il n'en est pas moins admirable. Quand il agit ainsi d'une manière consciente, voulu, il est sublime.

A l'heure qu'il est, je connais une femme, dans l'Ariège, qui, faisant ainsi, par devoir, plus que son devoir, avec ténacité, me paraît héroïque.

Et comme elle n'est pas la seule, cela me console des défaillances de nos puissants du jour.

Jacques LABEUR.

Aux socialistes (2)

L'ESCLAVAGE FUTUR (3)

L'expérience de ceux qui ont préconisé avec le plus d'ardeur un nouvel ordre social sous le contrôle paternel du gouvernement, montre que même dans les sociétés organisées par la volonté privée, le pouvoir de la partie régulatrice devient grand, et même irrésistible, à tel point que souvent la partie réglemmentée murmure et refuse d'obéir. Les associations ouvrières, qui soutiennent une sorte de guerre indus-

(1) Nous croyons qu'il serait mieux de dire à l'individu, car si l'individu est sain et moral, il ne peut vouloir ce qui ne serait pas normal, aux autres. Les autoritaires ont tellement sacrifié l'individu à l'entité : Société, que cela prête toujours à équivoque. Ce qui est bon aux individus ne peut être que bon à la société, si elle est basée normalement.

(2) Il y a déjà quelque temps qu'un camarade inconnu nous avait envoyé cet extrait. Nous l'avions d'abord écarté, voulant, le moins possible, prendre aux bourgeois des réfutations du socialisme. Mais, après tout, toute chose bonne étant toujours bonne, dite par qui que ce soit nous l'insérons aujourd'hui.

(3) *L'Individu contre l'Etat*, Herbert Spencer. (2 fr. 25 chez Flammarion sous l'Odéon).